

## LA BITD TURQUE, DE LA COOPÉRATION À L'AUTONOMIE

**Nicolas MAZZUCCHI**

*Chercheur associé à l'IRIS  
Ancien chercheur Armement et économie de défense à l'IRSEM*

### RÉSUMÉ

Depuis une dizaine d'années, la Turquie s'est imposée comme un acteur important du marché des équipements de défense. Cette situation nouvelle d'un pays passé en quelques années d'importateur majeur à exportateur de matériels aussi bien terrestres qu'aériens ou navals, s'inscrit dans une stratégie nationale assumée. Au début des années 1960, la Turquie fait le choix, pour des raisons d'indépendance stratégique, de créer un complexe militaro-industriel national, sous la tutelle des forces armées. Important des matériels de pays alliés jusque dans les années 1980, Ankara s'est progressivement servi de ses entreprises de défense – après une réorganisation du secteur à la fin de la décennie – pour obtenir des transferts de technologies de la part des partenaires étrangers, majoritairement américains et européens. Grâce à l'apprentissage au long cours, tant de la technologie que du management de projets complexes, les entreprises de défense turques sont lancées, depuis la fin des années 2000 dans une stratégie de développement de nouveaux matériels. Passées de la production sous licence à l'innovation, les entreprises turques des secteurs terrestre, aérien et maritime sont aujourd'hui des concurrents assumés des sociétés européennes, en particulier vers les marchés ciblés par Ankara pour leur proximité géopolitique ou leur intérêt économique.

### SOMMAIRE

Introduction.....	2
La BITD turque.....	2
<i>Des entreprises sous tutelle de l'État</i> .....	2
<i>Une histoire de coopérations</i> .....	4
La turcisation des matériels.....	5
<i>Faire face aux défis actuels</i> .....	5
<i>La modernisation de la BITD</i> .....	6
Les impacts sur la politique turque.....	7
<i>Nouvelles coopérations</i> .....	7
<i>Exportations</i> .....	8
<i>S'affranchir des Occidentaux ?</i> .....	9
Conclusions.....	9
<i>Bibliographie</i> .....	10
<i>Annexe 1 – Principaux programmes de la BITD Turquie</i> .....	11
<i>Annexe 2 – Carte des relations de la Turquie en matière d'équipements de défense</i> .....	12

## INTRODUCTION

Depuis une dizaine d'années, la Turquie s'est imposée comme un acteur important du marché des équipements de défense, jusqu'à se tailler une place dans le top 15 des pays exportateurs d'armement<sup>1</sup>. Cette situation nouvelle d'un pays passé en quelques années d'importateur majeur à exportateur de matériels aussi bien terrestres, qu'aériens ou navals, ne doit rien au hasard et s'inscrit dans une stratégie nationale assumée. La Turquie, pays pivot de l'OTAN en Asie Mineure et dans le Caucase, est depuis des années, avant même l'arrivée au pouvoir de l'AKP<sup>2</sup> en 2002, à la recherche d'une certaine autonomie stratégique. Celle-ci passe, en partie, par le développement d'une base industrielle et technologique de défense (BITD) complète, capable de produire des matériels de qualité, nécessaires dans un environnement stratégique complexe. La BITD turque, sous la tutelle plus ou moins directe du pouvoir politique et des forces armées, a su se positionner depuis les années 1970, d'abord au travers de coopérations internationales, puis de programmes nationaux, comme le cœur industriel du pays.

La situation actuelle qui voit les entreprises de défense turques devenir de plus en plus autonomes et ambitieuses, avec des projets d'armement importants (char de bataille, frégates, avion de combat, etc.), traduit une volonté de développement technologique poussé à la fois par l'État turc et par les armées. Elle s'incarne aujourd'hui non seulement dans la modernisation de l'outil militaire turc, mais également dans l'instauration de coopérations internationales partout dans le monde, où le savoir-faire technologique de la Turquie est de plus en plus reconnu et apprécié. La BITD turque s'affirme ainsi comme un outil au service des ambitions diplomatiques d'Ankara ainsi que comme une source de revenus non négligeables pour un pays qui aspire au statut de puissance régionale émergente.

## LA BITD TURQUE

### Des entreprises sous tutelle de l'État

L'histoire de la BITD turque, si elle remonte à Atatürk<sup>3</sup>, a néanmoins connu une évolution décisive lors des conflits avec Chypre de 1964 jusqu'à l'invasion de l'île par la Turquie en 1974. Dès les débuts des tensions entre Chypre et la Turquie, les fournisseurs traditionnels de matériels d'Ankara – membre de l'OTAN depuis 1952 – majoritairement occidentaux, refusent l'emploi de leurs armements dans le cadre d'un conflit turco-chypriote<sup>4</sup>, l'île étant membre du Commonwealth et sous protection britannique et grecque depuis son indépendance en 1960. Cette situation contraint la Turquie à envisager la création d'un système complet d'industries de défense, apte à produire des matériels en toute autonomie. En 1974, suite à l'invasion de Chypre par l'armée turque (opération Attila), un embargo est décrété contre la Turquie par les États-Unis qui achève de priver son armée d'approvisionnements. Même si celui-ci est levé après la révolution islamique en Iran, en réponse au besoin des États-Unis de réaffirmer leurs alliances dans la région, les forces armées turques prennent alors conscience de leur trop grande dépendance aux approvisionnements extérieurs.

Dans ce contexte, le ministère de la Défense turc ainsi que les forces armées encouragent la création d'un certain nombre d'industries dédiées à l'ensemble des aspects de l'équipement militaire, allant des armes légères aux blindés lourds en passant par l'électronique ou l'aéronautique. Les différentes armées instaurent chacune une fondation, chargées de gérer leur participation au sein des différentes industries. En 1985, la loi n°3238 crée, au sein du ministère de la Défense, un sous-secrétariat à l'industrie de défense, chargé de la cohérence des politiques et des financements en ce domaine. Le sous-secrétariat est responsable de la planification des programmes d'armement et de leur exécution, il encourage également la recherche et développement ainsi que les partenariats entre les entreprises, sans mentionner son rôle dans la mise en place des coopérations internationales, élément clé du développement de la BITD turque depuis les années 1980. En 1987, la loi n°3388 unifie les représentations des différentes armées en une unique Fondation des forces armées turques, possédée par les forces armées, qui détient et gère les actifs de l'État au sein de 14 sociétés couvrant la quasi-totalité du spectre de l'industrie de défense. La Fondation des forces armées turques agit comme le rouage de transmission préférentiel des interactions entre les armées et l'industrie<sup>5</sup>, s'assurant de l'adéquation entre les catalogues de produits et les besoins des opérationnels.

1. Selon le SIPRI, la Turquie est en 2016 le 13e plus gros exportateur d'armes au monde avec un volume estimé de 277 millions USD, devant des pays comme la Suède, la Corée du Sud, le Brésil ou l'Inde.

2. Parti de la Justice et du Développement (Adalet ve Kalkınma Partisi).

3. Voire, dans une optique maximaliste, jusqu'aux arsenaux des sultans ottomans.

4. En 1964 lors de la Guerre civile chypriote, l'armée de l'air turque intervient au profit des paramilitaires de la minorité chypriote turque, attaquant notamment des navires de guerre de l'armée chypriote.

5. La plupart des dirigeants de la Fondation sont des officiers généraux en retraite.

Le couple formé par la Fondation des forces armées turques et le sous-secrétariat à l'industrie de défense est le cœur du dispositif étatique de gestion des industries de défense. Le partage des tâches entre un organisme militaire chargé de la gestion économique de la BITD – la possession actionnariale des entreprises se fait au travers de la Fondation – et d'un organisme civil, chargé de la cohérence des programmes et de la promotion des produits de défense à l'extérieur, se révèle particulièrement efficace. Même si l'ensemble des entreprises n'est pas sous la tutelle immédiate de la Fondation des forces armées turques, le poids du sous-secrétariat à l'industrie de défense, dans la réalisation d'un secteur cohérent, permet de donner à l'État un rôle déterminant dans la gestion de la BITD. En effet certaines briques technologiques peuvent être considérées plus immédiatement importantes et donc nécessiter une attention soutenue de la part des autorités. Toutefois le système de dépendance technologique et économique croisé, permet de conserver un rôle de supervision sur le secteur entier. Ainsi les entreprises du secteur terrestre, notamment les constructeurs de blindés FNSS et Otokar<sup>6</sup>, qui appartiennent à des actionnaires turcs (*consortia* familiaux Nurol, Koç ou Unver) ou étrangers (BAE), n'ont *in fine* qu'une autonomie stratégique limitée.

	Aselsan	FNSS	Havelsan	Otokar	Turkish Aerospace Industries
Année de création	1970	1988	1982	1963	1973
Structure actionnariale	Fondation des forces armées turques (84,58%)	Nurol Holding (51%), BAE (R.U.) (49%)	Fondation des forces armées turques (100%)	Koç holding (45%), Unver holding (25%)	Fondation des forces armées turques (54,5%), ministère de la Défense (45,45%)
Segment	Électronique de défense	Blindés	Informatique de défense	Véhicules terrestres	Avions, hélicoptères, drones, satellites
Chiffre d'affaires (millions USD 2014)	1 141	257	117	459	1 101
Pays d'export	Golfe persique, Asie	Golfe persique, Asie du Sud-est	NA	Asie, Afrique, Golfe persique	Brésil, Qatar, Pakistan, Thaïlande, Corée du Sud
Classement SIPRI top 100 (2015)	69 <sup>e</sup>	NA	NA	NA	78 <sup>e</sup>

Figure 1: Principales entreprises de la BITD turque.

Le système turc dispose ainsi d'un contrôle spécifique de l'État et des forces armées turques qui s'exerce sur des entreprises majoritairement étatiques mais qui n'exclut pas les groupes privés, y compris partiellement détenus par des acteurs étrangers. Il en résulte une forme particulière de capitalisme d'État, où l'entente entre les forces armées et le ministère de la Défense est la clé de la performance du système. L'équilibre entre les besoins immédiats et opérationnels des armées d'une part et la gestion technocratique du secteur d'autre part, se révèle un exercice délicat, les uns poussant à la performance et les autres à l'efficacité.

6. Qui plus est Otokar ne produit pas que des matériels militaires, mais aussi des bus ou des camions civils.

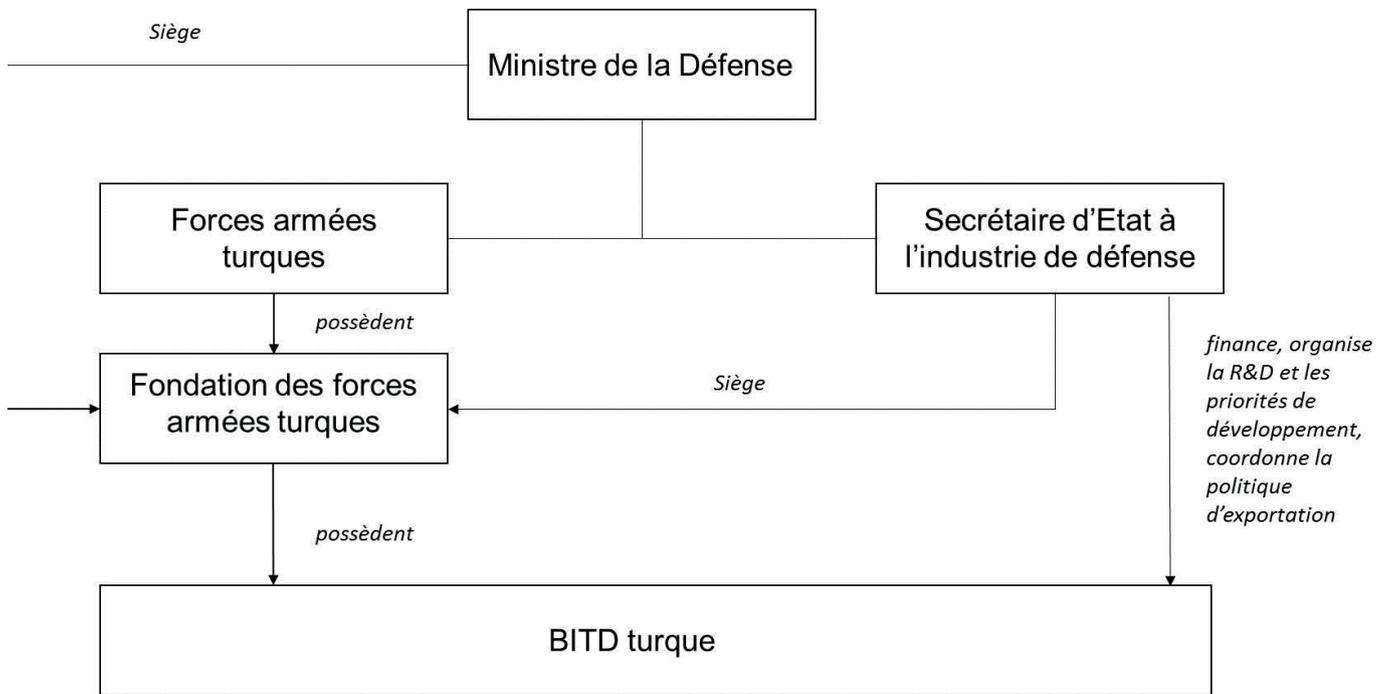


Figure 2: Schéma relationnel du ministère de la Défense et de la BITD turque.

## Une histoire de coopérations

Longtemps les entreprises de la BITD turque ont travaillé en coopération avec des entreprises occidentales - notamment américaines, européennes et israéliennes - le plus souvent pour la fabrication sous licence de matériels développés à l'étranger par des champions technologiques. Le besoin d'équipement d'une force armée très nombreuse a longtemps fait de la Turquie un marché recherché par les grands industriels occidentaux. De son côté, Ankara avait fait le choix de diversifier ses partenaires pour ne pas dépendre d'un seul fournisseur, en favorisant toutefois les pôles d'excellence technologiques de chacun (sous-marins et blindés allemands, avions de chasse et blindés américains, etc.) et en s'approvisionnant exclusivement auprès de ses alliés. Au cours des années 1990, une fois le spectre de la Guerre froide éloigné, la Turquie ouvre ses importations de défense à la Russie. La Turquie a ainsi été le premier des pays de l'OTAN à accepter, dès 1994 de s'ouvrir aux armements de la Fédération de Russie qui lui fournit notamment des systèmes de missiles antiaérien et antichars (AT-14 Kornet-E)<sup>7</sup>.

À la fin de la décennie, c'est au tour de la Chine de travailler en coopération avec la Turquie, dans le domaine de l'artillerie terrestre, pour la fourniture de lance-roquette WS-1, ce qui permet du même coup à Pékin de devenir un exportateur d'armes reconnu par une puissance moyenne en plein développement et hors du système idéologique marxiste. La Turquie, après l'échec de l'acquisition d'un système de lance-roquette multiple américain, prouve de son côté sa capacité à négocier avec de nouveaux acteurs. Ce marché, d'un montant de 150 millions USD<sup>8</sup>, permet surtout à la Turquie de s'approprier la technologie de ces systèmes qu'elle produit ensuite sous licence (T-300 Kasirga). La coopération avec la Chine aboutit en 1998 avec la vente d'un nouveau système de missile balistique de théâtre, ensuite produit sous licence par la firme nationale Roketsan<sup>9</sup> (J-600 T Yıldırım). Grâce à celui-ci - et au projet de système antimissile HISAR-O en développement - la Turquie acquiert une importante capacité de frappe balistique à moyenne portée et Roketsan entre dans la sphère des missiliers de niveau technologique reconnu au plan international<sup>10</sup>.

Parallèlement à cette politique de travail sous licence, une politique des transferts de technologie vers la Turquie s'est également développée dans les années 2000 sur d'autres secteurs de l'armement. Le cas des hélicoptères de combat de l'armée turque est représentatif de cette tendance. Les hélicoptères d'attaque T-129 Atak, produits par l'entreprise

7. Depuis d'autres coopérations, sous forme d'achats principalement, ont suivi, le plus souvent de manière limitée.

8. Medeiros Evan et Gill Bates, « Chinese Arms Exports: Policy, Players and Process », *Strategic Studies Institute*, 2000.

9. Majoritairement détenue elle-aussi par la Fondation des forces armées turques.

10. La coopération avec la Chine se poursuit, comme en témoigne l'annonce de la vente en 2013 par le chinois CPMIEC d'un système de défense antimissile, bien que celle-ci a été annulée par la suite sous la pression de l'OTAN, voir Wang Jin, « [After the Failed Coup: A New Dawn for China-Turkey Relations?](#) », *The Diplomat.com*, 10 août 2016.

TAI sont en réalité un *spin-off* du modèle A-129 Mangusta de la firme italienne Agusta-Westland (aujourd'hui incluse dans Finmeccanica-Leonardo). Entre le T-129 – produit en Turquie à partir de 2009 – et son parent le A-129 italien, quelques différences existent néanmoins. Si la motorisation fait appel à d'autres partenariats étrangers, une turbine Rolls Royce/Honeywell remplaçant la turbine d'origine Piaggio, c'est au niveau de l'électronique embarquée que se fait la turcisation du matériel, avec l'inclusion de systèmes développés par Aselsan puis, sur la version TUC-2 par des missiles et roquettes turcs de l'entreprise Roketsan. Celle-ci était une condition *sine qua none* de l'achat des matériels en question.

La politique de fabrication sous licence continue néanmoins, malgré les velléités de produire des matériels proprement nationaux, comme en témoigne le contrat signé en 2014 entre Turkish Aerospace Industries (TAI) et Sikorsky pour la construction de 109 hélicoptères Black Hawk S-70 de transport. En effet, si l'industrie de défense turque affiche un niveau technologique respectable, elle n'est néanmoins pas en mesure de rivaliser avec les leaders du domaine. Toutefois cette double politique de production sous licences (travail sur les volumes et les chaînes de production) et de transferts de technologie (travail sur l'innovation et l'intégration), a permis à la BITD turque d'acquérir à la fois un savoir-faire et une capacité qui lui permettent aujourd'hui d'atteindre une masse critique. À partir du début des années 2000, une étape est franchie, les grands industriels nationaux sont maintenant prêts à passer à une conception proprement locale des matériels destinés aux forces armées turques.

## LA TURCISATION DES MATÉRIELS

### Faire face aux défis actuels

La Turquie a depuis toujours un désir d'autonomie stratégique par rapport à ses alliés de l'OTAN. Tête de pont de l'alliance atlantique en Asie, Ankara est demeurée en première ligne durant toute la Guerre froide et s'affirme comme un partenaire incontournable des Occidentaux pour les interventions au Moyen-Orient. Toutefois les relations, loin d'être sans nuages avec les alliés militaires, ont imposé à la Turquie de disposer d'une voie particulière s'agissant des forces armées et de leurs équipements. En outre, partant du principe qu'au sein des grandes puissances les BITD sont avant tout au service des forces armées nationales et conçoivent leurs matériels pour ses dernières en priorité, il appartenait à la Turquie de disposer d'entreprises capables de fournir des matériels pensés pour les défis sécuritaires turcs.

Un autre paramètre doit être pris en compte, celui de l'importance des budgets militaires turcs, très élevés par rapport à ceux des partenaires européens et qui ont tendance à augmenter à nouveau, après la diminution consentie au début des années 2000. La relation entre le pouvoir civil – surtout depuis l'accession de R. T. Erdogan au poste de Premier ministre en 2002 – et les autorités militaires est complexe. L'armée, garante de la laïcité s'était méfiée pendant longtemps de l'AKP, ouvertement islamiste, ce qui avait entraîné une défiance mutuelle et une baisse des crédits militaires. Après les purges consécutives à l'affaire Ergenekon entre 2007 et 2009<sup>11</sup> et celles après le coup d'État manqué de juillet 2016, le pouvoir semble avoir affermi son contrôle sur l'outil militaire et, en conséquence, semble plus prompt à relever le niveau de financement des armées.

L'armée turque est ainsi soumise à des pressions venant de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur et le pouvoir doit se garder d'affaiblir un outil militaire qui demeure une base de la souveraineté nationale. Il en résulte le besoin de contrôler finement l'évolution technologico-stratégique des forces militaires nationales, y compris au travers de la turcisation des équipements de défense.

11. L'affaire Ergenekon qui a secoué les milieux politiques turcs a abouti au démantèlement d'un présumé réseau de conspirateurs au sein de l'État, dont plusieurs généraux en activité de l'armée et de la gendarmerie.

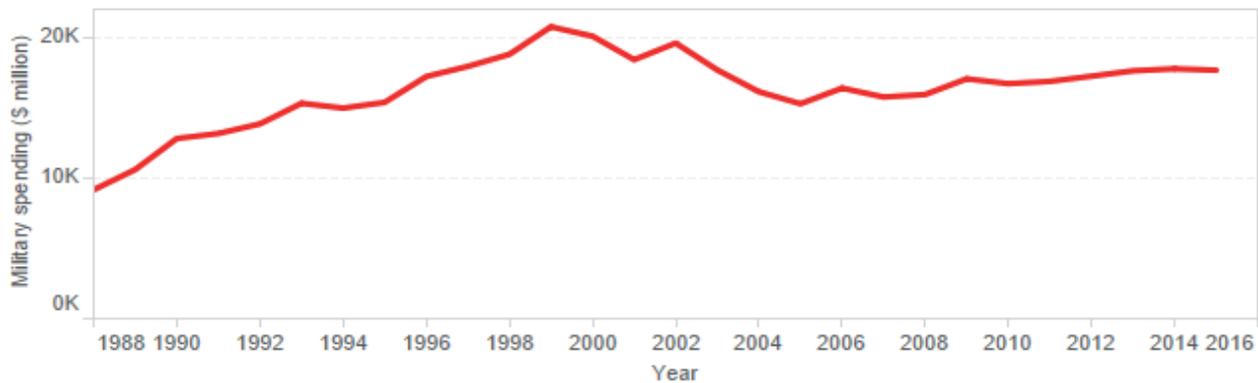


Figure 3 : Évolution des dépenses militaires de la Turquie ; source : SIPRI.

L'accent mis sur le combat aéroterrestre illustre bien la volonté de la Turquie d'asseoir sa position de puissance régionale, avec la capacité d'intervenir sur les théâtres alentour. Les programmes de modernisation de l'arme blindée correspondent ainsi à une ambition de domination technologique régionale, en lien avec la taille imposante de l'armée turque, deuxième de l'OTAN derrière celle des États-Unis. Les programmes Altay de char de combat et Tulpar de blindé d'accompagnement de l'infanterie – en lien avec la poursuite des autres programmes de blindés de la BITD terrestre (blindés à roues Pars) – tous deux confiés à la firme Otokar, vont dans ce sens. Jusqu'à présent la Turquie avait recours à des solutions produites à l'extérieur, que ce soit pour les chars de bataille (M-60 américain puis Leopard 1 et 2 allemands) ou les véhicules d'accompagnement (M-113 américain).

Dans le domaine des armes légères, la Turquie a toujours fait figure, au sein de l'OTAN, de pays particulier, avec la volonté d'équiper ses troupes en fusils d'assaut chambrés en 7,62 x 51mm plutôt qu'en 5,56 x 45mm<sup>12</sup>. Le choix doctrinal identique à celui fait par les armées du Pacte de Varsovie durant la Guerre froide, d'une mission de 7,62 mm dont le principal intérêt est son haut pouvoir d'arrêt, restreint les possibilités de manufacturiers pour les armes et munitions. Alors que les forces armées turques avaient fait le choix pendant longtemps de disposer d'une version produite localement sous licence du Heckler & Koch G3, la nouvelle politique de turcisation des matériels a induit pour la firme MKEK les produisant, le passage d'un rôle de simple constructeur à celui de *designer*. Le nouveau fusil d'assaut standard des forces armées turques, le MPT-76 de MKEK est ainsi la première arme du genre élaborée de bout en bout en Turquie et répondant aux spécifications particulières de l'armée turque.

De la même manière, l'évolution de la marine turque, avec un ambitieux programme de frégates et de corvettes (MILGEM), permet à la Turquie de s'affirmer comme une puissance navale hauturière en Méditerranée, en complément des navires américains de seconde main (classe *O. H. Perry*), déjà en service. Combinée au programme futur de frégate TF-2000 réalisé par l'industrie nationale, à la construction d'un porte-aéronefs et aux nouveaux sous-marins Type 214 construits sous licence<sup>13</sup>, la marine turque devient une force importante en Méditerranée orientale et en Mer Noire, où se trouvent des acteurs de premier plan comme la Russie.

## La modernisation de la BITD

Les nouveaux défis stratégiques, qu'ils soient propres au contexte régional Caucase/Moyen-Orient/Méditerranée (conflits gelés, ambitions régionales) ou plus globaux (terrorisme islamiste, cyberconflits) imposent un niveau élevé de performance de l'armée turque et, partant, de la BITD nationale. Les enjeux liés au combat numérique et à l'intégration de systèmes non habités dont la Turquie se veut un des principaux développeurs au niveau mondial *via* TAI, ont renforcé le rôle des équipementiers électroniciens. Le projet GENESIS développé par Havelan pour le management du système de combat des frégates américaines de classe *O. H. Perry* de la marine turque est aujourd'hui le système de base des nouvelles frégates nationales construites sous les projets MILGEM et, plus tard, TF-2000. De même l'idée de constituer une forme d'autonomie sur l'ensemble de la chaîne de valeur, a centralisé la place des fabricants de munitions Roketsan et MKEK qui se sont imposés comme les fournisseurs privilégiés des forces armées nationales.

12. Calibre correspondant au standard OTAN (STANAG 4172).

13. Le Type 214 est un modèle diesel-électrique de la firme allemande HDW.

Les industriels turcs, pour faire face aux nécessités d'équipement d'une force de combat moderne, ont dû se mettre à niveau et proposer des matériels de plus en plus pointus. L'évolution des gammes des différents industriels s'est aussi faite au travers de la coopération technologique plus poussée sur certains matériels. La place de plus en plus importante de l'électronique dédiée dans les matériels de défense, a mécaniquement poussé à une augmentation de la place des entreprises Aselsan et Havelsan, ainsi qu'à un renforcement des liens avec d'autres industriels, notamment avec TAI, Otokar ou FNSS. De la même manière les programmes de navires de haute mer MILGEM et TF-2000 ne pourraient que très difficilement se concevoir sans la montée en puissance progressive des équipementiers électroniques Aselsan et Havelsan qui fournissent les systèmes de communication et de combat des nouveaux bâtiments.

La modernisation de la BITD passe ainsi par un renforcement de la coopération, donc de l'interdépendance entre les entreprises. Plusieurs programmes en cours illustrent cette nouvelle interdépendance des firmes de la BITD nationale. Le projet de système antiaérien HISAR-O, en cours de développement au profit de l'armée de terre, est symptomatique non seulement de l'avancée technologique des entreprises de la BITD, mais également de leur nécessité de coopérer. Après s'être reposées depuis les années 1990 sur des produits de fabrication américaine, russe ou chinoise, les forces armées turques ont mandaté les firmes Aselsan et Roketsan en 2007 pour le développement d'un système antiaérien de moyenne portée (3-40 km) similaire en de nombreux points au Patriot PAC-3 de Lockheed-Martin. De la même manière, le projet de char de bataille Altay, s'il est dévolu à Otokar comme maître d'œuvre, rassemble en fait le savoir-faire de nombreuses entreprises nationales : Aselsan pour le contrôle de tir, MKEK pour le canon<sup>14</sup> et Roketsan pour les différents types de munitions, y compris les missiles guidés que le blindé sera en mesure d'utiliser<sup>15</sup>.

## LES IMPACTS SUR LA POLITIQUE TURQUE

### Nouvelles coopérations

La capacité de développement de matériels autochtones exportables, répondant aux demandes et spécifications techniques de pays en développement, ouvre également pour la BITD turque des potentialités de nouvelles coopérations technologiques. Les armements produits par la BITD turque depuis quelques années, bien que répondant de manière primaire aux demandes des forces armées turques – plus de 700 000 hommes en tout – sont également tournés vers les marchés export. Dans ce contexte, la Turquie a cherché à tisser des partenariats, aussi bien pour l'exportation des matériels que pour des coopérations sur de futurs matériels. Depuis le début des années 2000, Ankara multiplie ainsi les partenariats avec des pays comme le Brésil (depuis 2003), l'Indonésie (2010 pour l'accord de coopération dans la défense puis 2011 pour le partenariat stratégique), la Malaisie (Partenariat économique et stratégique en 2011 approfondi en 2016) ou le Qatar (accord de partenariat stratégique en mars 2015, suivi d'un accord pour la création d'une base turque en décembre 2015).

La coopération turco-brésilienne, qui était particulièrement florissante sous la présidence de Luiz Inácio Lula da Silva, souffre depuis quelques années de la situation économique de Brasilia. Le partenariat entre les deux pays reste néanmoins important, comme en témoignent les déclarations conjointes sur les questions stratégiques<sup>16</sup>. De nombreux axes de coopération en matière de technologies de défense sont explorés depuis quelques années, notamment dans le cadre des vellétés de modernisation des forces armées brésiliennes (drones, hélicoptères, navires, etc.)<sup>17</sup>.

La présence de la Turquie en Asie du Sud-est s'affirme également au travers des partenariats de défense, notamment avec l'Indonésie ou la Malaisie – membres par ailleurs de l'Organisation de coopération islamique. La signature par la Turquie du Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-est qui ouvre la porte à une coopération avec l'ASEAN, a été pour Ankara une étape fondamentale dans le développement de sa présence régionale. La Malaisie a même opté pour la production sous licence locale de certains matériels turcs comme le blindé de transport Pars.

Concernant l'Indonésie dont les besoins en matériels modernes sont sans cesse croissants, le partenariat stratégique avec la Turquie a débouché sur une entente entre l'entreprise d'État indonésienne PT Pindad et la turque FNSS pour la création d'un nouveau blindé<sup>18</sup>. Fruit du savoir-faire de l'entreprise turque en ce domaine, le projet de Modern Medium Weight Tank (MMWT) s'affirme comme la principale réussite à ce jour de la BITD turque dans le domaine des coo-

14. Celui-ci étant néanmoins une adaptation locale de la pièce de 120 mm Rheinmetall.

15. Otokar, [Altay: Main Battle Tanks](#) ; toutefois il appartient de noter que l'Altay bénéficie également de la coopération de l'entreprise coréenne Hyundai, elle-même engagée dans le programme de chars de combat sud-coréen K-2.

16. Ministère brésilien des Affaires étrangères, [Brazil-Turkey Joint Statement](#), 21 juin 2012.

17. Les graves difficultés économiques rencontrées par le Brésil depuis 2013 amènent néanmoins à nuancer les débouchés rapides d'une telle coopération.

18. FNSS, « [FNSS and PT. Pindad, Completes Conceptual Design of the Modern Medium Weight Tank \(MMWT\)](#) », 02 novembre 2016.

pérations technologiques. Le projet MMWT permet à FNSS de s'affirmer comme un partenaire technologique crédible pour un matériel original (pièce de 105 mm, facilement transportable, capable d'opérer contre des adversaires ayant un niveau de blindage faible à moyen). D'autres champs de coopération sont ouverts, notamment dans l'électronique de défense (systèmes produits par Aselsan pour les sous-marins en particulier), faisant de l'Indonésie un partenaire majeur de la Turquie, aussi bien qu'un très intéressant débouché export pour les produits de la BITD turque, de plus en plus nombreux.

Depuis la rupture entre les États-Unis et le Pakistan sous l'administration Obama, Islamabad cherche à éviter d'être trop distancé par l'Inde dans la course à la puissance régionale et, en corollaire, recherche des partenaires industriels. La Turquie a su profiter de cette situation pour se positionner. Les entreprises turques sont ainsi choisies depuis quelques années pour la modernisation des équipements pakistanais (F-16 en 2010, sous-marins Agosta 90 en 2016)<sup>19</sup>. En outre des discussions sont en cours pour des achats de matériels développés en Turquie comme les hélicoptères T-129 Atak ou les fusils d'assaut MPT-76. Le Pakistan est également intéressé par une collaboration technologique sur le projet TAI-TFX de chasseur de 5<sup>e</sup> génération, ce qui renforcerait de manière décisive les liens entre Ankara et Islamabad dans le domaine militaire.

## Exportations

La Turquie n'est toutefois pas intéressée uniquement par des coopérations technologiques et s'est imposée depuis le milieu des années 2000 comme un important exportateur d'armes. L'Azerbaïdjan est ainsi devenu un client préférentiel des solutions militaires turques. Non seulement l'armée azerbaïdjanaise est l'héritière d'une certaine tradition soviétique, avec le choix de la munition de 7,62 mm par exemple, mais en outre elle se retrouve obligée de disposer d'une base technologique et opérationnelle forte pour répondre aux défis de la région. La question du Haut-Karabakh qui la sépare de l'Arménie – soutenue par la Russie dans ce dossier – oblige Bakou à une posture d'alerte stratégique depuis 1994 et le gel du conflit. Ainsi l'Azerbaïdjan – proche de la Turquie sur d'autres dossiers internationaux comme l'énergie, avec le gazoduc TANAP – doit se tourner vers son voisin turc pour bénéficier d'équipements modernes et adaptés. Outre les fusils d'assaut MPT-76 en cours de test, Bakou a également opté pour les hélicoptères T-129 Atak de TAI ou les pièces d'artillerie autopropulsées de 155 mm Firtina.

Les produits majoritairement exportés par la BITD turque sont pour le moment des véhicules terrestres blindés légers (grand succès du Cobra de la firme Otokar que l'on retrouve, entre autres dans le Golfe (EAU, Bahreïn), en Afrique (Algérie, Nigeria), en Asie centrale (Kazakhstan) et dans le Caucase (Azerbaïdjan, Géorgie et au Pakistan)) et des drones (mini-drone Bayraktar au Qatar, drone MALE Anka-A en Arabie saoudite et en Égypte). Toutefois des matériels de plus en plus lourds sont vendus ces dernières années comme en témoignent les corvettes classe *Ada* du programme MILGEM, dont deux ont été vendues à l'Indonésie en 2011.

La Turquie tente ainsi de développer des partenariats internationaux tous azimuts, avec néanmoins plusieurs directions nettes. La première concerne bien évidemment les voisins avec lesquels elle partage certaines vues géopolitiques, à commencer par l'Azerbaïdjan ou la Géorgie. Il s'agit dans ce cas de renforcer des relations plus globales qui passent par des ententes sur des points extrêmement variés comme l'énergie ou la stabilité régionale. Les velléités de la Russie dans la région caucasienne, suite à la guerre de 2008 avec la Géorgie, semblent avoir renforcé la volonté des pays bordiers de la Turquie de moderniser leur arsenal<sup>20</sup>.

La deuxième orientation particulière de la BITD turque concerne les puissances émergentes de second rang aspirant à matérialiser leur réussite économique par une position géopolitique affirmée. La coopération avec le Brésil était, jusqu'à la crise et aux multiples scandales politico-économiques, révélatrice de cette stratégie. Depuis le milieu des années 2010, l'orientation vers certains pays de l'ASEAN comme l'Indonésie, la Malaisie ou même des pays plus lointains comme la Corée du Sud, marque la poursuite de cet engagement vers des pays aux besoins importants et aux BITD limitées en taille. La coopération avec ces pays permet en outre une émulation réciproque pouvant amener l'industrie nationale à un niveau encore plus élevé comme en témoigne la participation du *chaebol* Hyundai au programme Altay.

La troisième grande orientation concerne les pays sunnites qui se retrouvent dans l'Organisation de la coopération islamique – pouvant recouper certains pays des deux catégories précédentes (Azerbaïdjan, Indonésie) – avec lesquels la Turquie entretient de bons rapports. Les pays du Golfe persique bien évidemment, dans leur désir de diversifier leurs approvisionnements<sup>21</sup>, mais également le Pakistan, l'Égypte ou le Kazakhstan qui sont des pays proches de la Turquie

19. *Aa.com*, « [Turkish firm wins Pakistani submarine upgrade contract](#) », 23 juin 2016.

20. *Stratfor.com*, « [Turkish Military Cooperation Prompts Russian Military Moves Caucasus](#) », 11 juin 2015.

21. Grands clients traditionnels des industries occidentales, l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït ou les Émirats arabes unis se tournent maintenant vers de nou-

dans le domaine des armements. Le partenariat stratégique signé avec le Qatar en mars 2015 marque ainsi le retour de la Turquie dans le Golfe arabo-persique.

## S'affranchir des Occidentaux ?

Il résulte de cette évolution de la BITD turque une nette volonté de s'affranchir de la dépendance stratégique aux fournisseurs traditionnels, pour la plupart occidentaux (États-Unis, Allemagne, Israël). La Turquie, qui cherche depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP au début des années 2000 à affirmer ses ambitions dans le domaine des relations internationales, trouve ainsi une porte de sortie à la dépendance militaire aux partenaires de l'OTAN.

Toutefois un certain nombre de matériels – très technologiques ou de production lourde et coûteuse – demeurent pour l'instant hors de portée de la politique de turcisation entreprise. Ainsi les appareils de l'armée de l'air turque sont soit des acquisitions à l'étranger (F-16, F-4 2020, RF-4 E, C-130 E), des fabrications sous licence (T-38, KT-1, CN-235) ou des coopérations technologiques limitées (F-35, A-400 M). De la même manière, les chantiers navals turcs, s'ils sont en plein développement, ne sont pour le moment pas en mesure de construire certains types de navires par eux-mêmes, comme les sous-marins qui demeurent une technologie maîtrisée par un nombre d'acteurs très limités en termes d'entreprises et de pays (Allemagne, Chine, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie).

Le programme TAI-TX/TFX d'avions d'entraînement (TX) et de combat (TFX) de 5<sup>e</sup> génération est extrêmement ambitieux au regard des productions réalisées par TAI jusqu'à présent. L'entreprise d'État projette ainsi de développer un système complet d'avion de combat – avec néanmoins l'assistance de partenaires étrangers comme SAAB (Suède) ou BAE (R.U.) – pour le milieu des années 2020. Les volumes demandés par l'armée de l'air turque (plus de 200)<sup>22</sup>, auxquels pourraient s'ajouter des commandes de la part de pays partenaires comme le Pakistan, s'avèreraient une étape décisive dans la modernisation de la BITD nationale par la réalisation d'un programme de premier plan, aussi bien que dans l'émancipation des principales industries de défense occidentales.

De la même manière, la Turquie souhaitant doter sa force navale d'une capacité aéronavale a fait le choix de la classe *Juan Carlos I* de l'espagnol Navantia. Le navire porte-aéronefs *Anadolu* sera ainsi le 4<sup>e</sup> de cette classe. Même s'il est construit dans les chantiers navals de Tuzla, l'*Anadolu* demeure le symbole d'une continuité de la dépendance de la BITD turque pour certains savoir-faire particuliers. Si cette dernière tend à s'amenuiser avec le temps, il apparaît complexe, même si le volume des forces armées turques est l'un des plus importants au monde, que la BITD nationale soit en mesure de développer certaines technologies qui ne seraient utiles que pour des commandes limitées.

## CONCLUSIONS

La BITD turque, loin de n'être que la structure de fabrication locale de matériels conçus à l'étranger, s'est affirmée depuis le milieu des années 2000 comme un pôle d'excellence industrielle nationale. Les choix opérés par les acteurs politiques et militaires qui forcent à une certaine coopération entre les entités de la BITD turque s'apparentent à un dirigisme d'État au service des ambitions d'Ankara. Certes les entreprises ont, grâce à cette politique, pu bénéficier de crédits et d'un large soutien, mais on peut s'interroger sur leur autonomie réelle en matière de développement de nouveaux produits et de technologies.

Ainsi, en considérant ces entreprises comme un bras armé industriel, outil au service d'une diplomatie complexe allant bien au-delà des seuls voisins, la Turquie a fait de sa BITD une structure unifiée mais de plus en plus monolithique. En outre, la volonté d'autonomie stratégique, si elle s'affirme par des programmes de plus en plus ambitieux, demeure limitée par les crédits des forces armées et les volumes demandés pour certains des matériels les plus coûteux. Malgré ces zones d'ombres, la BITD turque s'affirme de plus en plus comme un tissu industriel de haut niveau technologique, apte sur de nombreux marchés à rivaliser avec les grands acteurs traditionnels de l'industrie de défense, en particulier européens.

---

veaux partenaires de défense comme la Chine ou la Turquie.

22. Auxquels il faut ajouter la centaine de F-35 commandés pour l'armée de l'air (total 135 en comprenant ceux de la marine).

## Bibliographie

Bilgen Hakki, « Competitiveness of Defense Industry in Turkey », *International Journal of Economics and Finance Studies*, 2:1, 2010, p.63-70.

Bolat Nur, « L'affaire Ergenekon : quels enjeux pour la démocratie turque ? », *Politique étrangère*, 2010/1, p. 41-53.

Demir Kadir *et al.*, « Defense Industry Clusters in Turkey », *Journal of Defense Resources Management*, 7:1, 2016, p. 7-20.

Dorransoro Gilles et Gourisse Benjamin, « L'armée turque en politique », *Revue française de science politique*, 65, 2015/4, p. 609-631.

Marcou Jean, « La Turquie en quête d'un nouveau positionnement au Moyen-Orient », *Politique étrangère*, 2016/2, p. 63-73.

Ministère des affaires économiques, de l'agriculture et de l'innovation (Pays-Bas), *Kansendossier Developments in Turkish Defense and Aerospace Industry*, 2012.

Mongrenier Jean-Sylvestre, « L'État turc, son armée et l'OTAN : ami, allié, non aligné ? », *Hérodote*, 148, 2013/1, p. 47-67.

Sous-secrétariat à l'industrie de Défense (Turquie), *Turkish Defense Industry Product 2015-2016*, 2016.

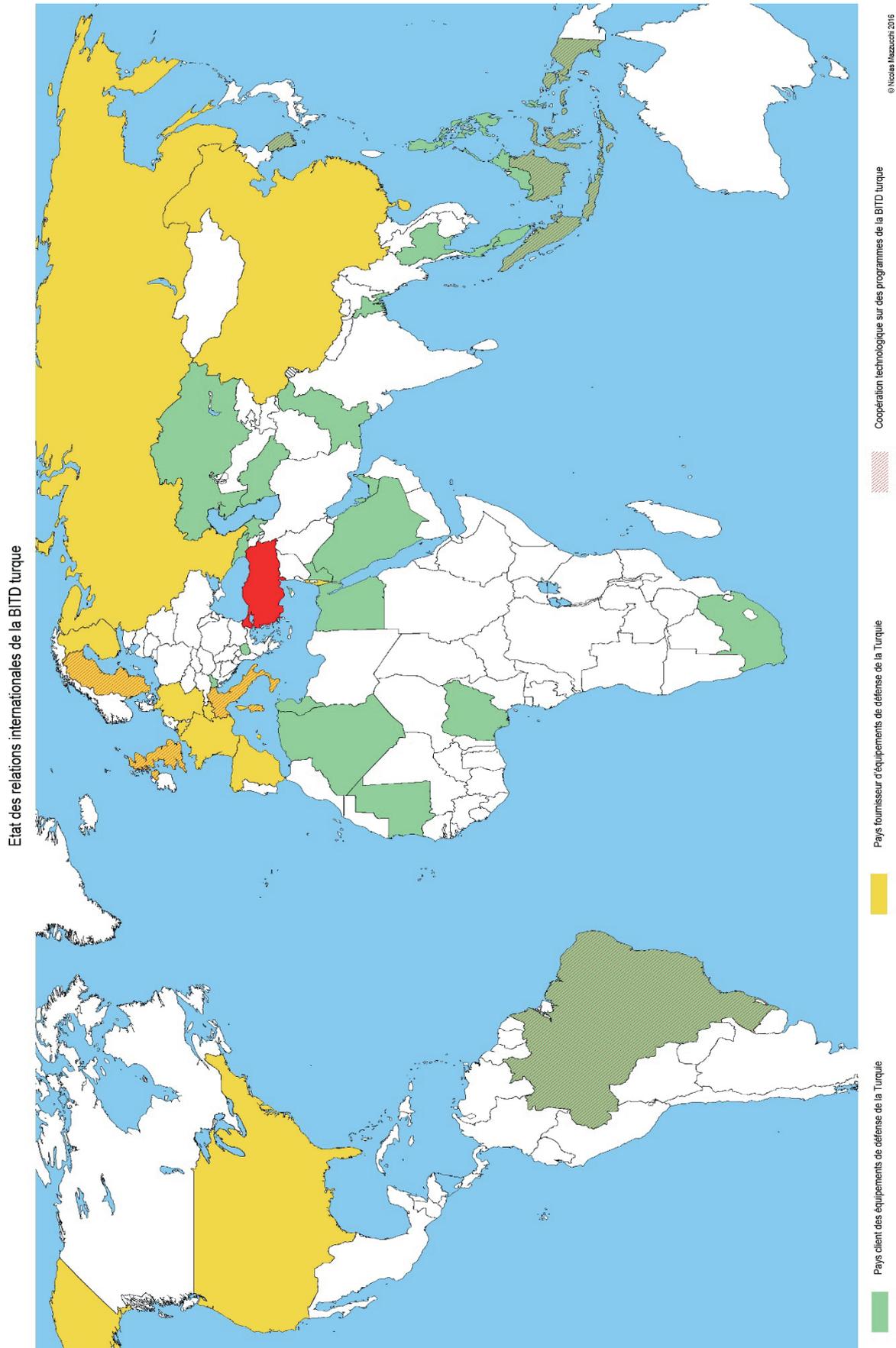
Sous-secrétariat à l'industrie de Défense (Turquie), *Turkey Aerospace and Defense 2016*, 2016.

Özge Artik, « La Turquie : retour au Moyen-Orient », *Hérodote*, 148, 2013/1, p. 33-46.

## Annexe 1 – Principaux programmes de la BITD Turquie

Nom du projet	Type	Industriel principal	Industriels secondaires	Clients
Altay	Char de bataille	Otokar	Aselsan, Hyundai, MKEK, Roketsan	Turquie Arabie saoudite ? Pakistan ?
Anka A/B	Drone MALE/de combat	TAI	Aselsan Roketsan	Turquie Arabie Saoudite (Anka-A) ? Egypte (Anka-A) Pakistan (Anka-A)
HISAR-O	Système de défense antiaérien	Aselsan	Roketsan	Turquie
MILGEM	Corvette et frégate	Chantier naval d'Istanbul	Havelsan, Roketsan	Turquie Indonésie
MPT-76	Fusil d'assaut	MKEK		Turquie Azerbaïdjan
Pars	Blindés de transport (4x4, 6x6 et 8x8)	FNSS		Turquie Azerbaïdjan ? Malaisie
T-129 Atak	Hélicoptère de reconnaissance et de combat	TAI	Roketsan, Aselsan	Turquie Azerbaïdjan ?
TFX-TX	Avion de combat et d'entraînement	TAI	BAE, Roketsan, SAAB	Turquie Corée du Sud ? Pakistan ?
Tulpar	Blindé d'accompagnement d'infanterie	Otokar	Roketsan	Turquie Azerbaïdjan ?

## Annexe 2 – Carte des relations de la Turquie en matière d'équipements de défense



Nicolas MAZZUCCHI est docteur en géographie économique. Chercheur associé à l'IRIS, conseiller scientifique de Futuribles International, il a été chercheur au sein du domaine « Armement et économie de défense » de l'IRSEM où il était en charge des questions d'approvisionnements stratégiques et de cyberstratégie. Son dernier ouvrage, *Énergie, ressources, technologies et enjeux de pouvoir*, paru chez Armand Colin en 2017, aborde les questions de géoéconomie de l'énergie.

Contact : [mazzucchi@iris-france.org](mailto:mazzucchi@iris-france.org)